

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# La « Formule zéro » sur le volet palestinien

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 25 JUILLET 2011

ENGLISH



## La tendance générale

### La « Formule zéro » sur le volet palestinien

Le quotidien israélien *Haaretz* a révélé que le gouvernement de Benjamin Netanyahu projette de consacrer juridiquement sa mainmise sur les territoires de Cisjordanie en annexant les colonies que l'État hébreu s'était engagé —avec la garantie des États-Unis et de l'Europe— à démanteler et à restituer aux Palestiniens à plusieurs reprises depuis les accords d'Oslo, en 1994. L'article confirme les orientations de l'administration US au sujet de la solution des deux États, développée dans le discours de Barak Obama.

Le président états-unien a estimé que la colonisation de la Cisjordanie est une conséquence du développement démographique, comme il l'a répété dans ses discours, et a plaidé pour la consécration des résultats de ce « phénomène naturel ». Ce qui signifie que Washington bénit la confiscation et l'annexion de territoires appartenant aux Palestiniens, une réalité imposée sur le terrain par le Mur de la séparation, dont la construction se poursuit en dépit de l'avis défavorable de la Cour de Justice internationale de La Haye.

Benjamin Netanyahu consacre l'occupation et s'attribue des droits sur les terres palestiniennes. De même qu'il annonce qu'Israël n'est pas disposé à échanger des territoires avec les Palestiniens, donnant le coup de grâce aux maigres illusions

palestiniennes de pouvoir récupérer, à travers un éventuel échange —notamment dans le Néguev—, certains des territoires engloutis par la colonisation effrénée, financée par des fonds US, fédéraux et privés.

Le projet d'État palestinien avancé par les États-Unis n'est, en réalité, qu'une anomalie géographique, sans continuité et sans âme, à cause de la judaïsation de Jérusalem.

Il faut ajouter, à tout cela, la condition posée aux Palestiniens par l'Occident pour qu'il reconnaisse leur État, à savoir la reconnaissance de la judaïté d'Israël. Ce qui implique, automatiquement, la fin du droit au retour des cinq millions de réfugiés palestiniens.

Cela signifie, en clair, que l'État hébreu et l'Occident exigent des Palestiniens qu'ils cautionnent la liquidation pure et simple de leur cause.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, court toujours derrière le mirage des négociations. Il exprime sa détermination à, en même temps, demander à l'Onu la reconnaissance de l'État palestinien, et poursuivre les pourparlers avec le gouvernement de Netanyahu. Pourtant, Tel-Aviv et Washington ne lui ont laissé aucune porte de sortie honorable, états-Unis. Le silence qui a suivi l'arraisonnement du bateau de la dignité, battant pavillon français, est la meilleure preuve de l'assujettissement de l'Europe à la volonté israélo-américaine.

Les tentatives et les efforts de l'Occident visant à améliorer son image auprès des Arabes ne serviront à rien tant que son attitude et ses politiques resteront dictées, aveuglément, par les intérêts d'Israël.

Dans ces conditions, les circonstances objectives pour l'éclatement d'une troisième Intifada ne tarderont pas à être réunies. Et cette nouvelle révolution des Palestiniens, couplée aux succès de la Résistance libanaise, sonneront le glas de la « Formule zéro », que l'État hébreu et ses alliés cherchent à imposer au peuple palestinien.

## La tendance en Syrie

### « Des oppositions » peu convaincantes

Durant les mois qui ont suivi les événements de Daraa, les groupes de l'opposition syrienne ont eu amplement le temps de présenter leur programme politique et leurs méthodes de gestion de la crise. Un premier bilan permet de tirer des conclusions politiques et structurelles sur cette opposition et ses capacités de leadership.

► 1. Il est difficile de parler d'un projet clair et précis de changement. Depuis le début des troubles, l'opposition syrienne brandit des slogans généraux qu'elle n'a pas réussi à transformer en programme d'action. Ses propos sur les réformes, la démocratie, le pluralisme et la lutte contre la corruption sont un copié-collé des discours du président Bachar el-Assad, qu'il a, lui, concrétisé dans des projets de loi débattus lors de la rencontre de consultation nationale. Cette panoplie de projets de loi sera examinée lors des Assises nationales du dialogue, auxquelles tous les opposants de l'intérieur et de

des Assises nationales au dialogue, auxquelles tous les opposants, de l'intérieur et de l'étranger, peuvent participer, dans un souci de jeter les fondements d'un partenariat national.

► 2. Le refus des groupes de l'opposition de prendre part au dialogue répond au souhait de l'Occident qui cherche à prolonger la crise. Son but est d'élargir la marge des négociations avec la direction syrienne sur des dossiers régionaux —qui n'ont rien à voir avec la situation interne en Syrie— concernant l'Irak, le Liban, la Palestine et l'Iran. Les composantes de l'opposition basée à l'étranger sont étroitement liées à l'Otan et aux lobbys sionistes en Europe et aux États-Unis, comme cela est clairement apparu lors de l'organisation de la « rencontre de solidarité avec le peuple syrien », parrainée par le duo sioniste Levy-Hertzog. L'action de ces opposants de l'extérieur est parfaitement rythmée avec les besoins et les impératifs des agendas atlantistes.

► 3. L'alignement de l'opposition de l'étranger sur la politique de l'Otan n'a pas été dénoncée avec assez de force et de fermeté par les opposants de l'intérieur et certains petits groupes de l'extérieur, qui se présentent comme des patriotes authentiques. Ils se sont contentés de publier de timides communiqués critiquant la réunion sioniste de St-Germain (la rencontre Levy-Hertzog), à laquelle ont pris part les Frères musulmans, les partisans de l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam et certains participants à la réunion d'Antaliya, en Turquie. Le refus de l'ingérence étrangère en Syrie ne doit pas se limiter au refus de toute invasion du pays. De toute façon, le pouvoir et l'armée, appuyés par de larges franges de la société syrienne, ont fait échec aux plans d'intervention militaire étrangère, en frappant rapidement et d'une main de fer les foyers insurrectionnels armés qui ont essayé, dans diverses régions frontalières du pays, de créer des têtes de pont pour des troupes de l'Otan. Si les opposants de l'intérieur sont de sincères patriotes, ils doivent refuser par principe toute exploitation des événements internes en Syrie pour exercer des pressions afin que le régime change ses options régionales.

► 4. Certes, les conflits qui secouent certaines composantes de l'opposition portent, parfois, sur des divergences d'ordre politique. Mais la principale raison est la lutte pour le pouvoir, comme l'a reconnu l'opposant Haitham al-Maleh, lors de la dernière rencontre opposante d'Istanbul, les 13 et 14 juillet. Les opposants de l'intérieur ont cédé au chantage de ceux de l'extérieur qui les taxent de trahison s'ils acceptent de répondre positivement à l'appel au dialogue lancé par le président Bachar el-Assad. Pourtant, ils savent pertinemment que le dialogue est la solution naturelle à la crise actuelle.

Ces opposants de l'intérieur font preuve de la même mollesse à l'égard des exactions et des crimes commis par les groupes extrémistes des Frères musulmans et des takfiristes. Rares sont ceux qui ont osé dénoncer les massacres, les rapt, les exécutions sommaires et l'instrumentalisation des mosquées par ces extrémistes.

► 5. Les opposants de l'extérieur, minés par leurs dissensions, craignent que ceux de l'intérieur participent au dialogue, car cela signifie qu'ils vont en cueillir les fruits et

participer au pouvoir après les prochaines élections législatives.

Pendant que les composantes de l'opposition se livrent à des discussions byzantines, elles ferment les yeux et ignorent les dangers existentiels qui menacent le pays à cause des visées néocolonialistes et sionistes, et de l'émergence des groupes extrémistes-takfiristes qui exacerbent les dissensions sectaires et minent l'unité nationale.

Quatre mois après le début d'une crise placée sous respiration artificielle par l'Occident, ses alliés arabes et leur machine médiatique, tel et le bilan peu encourageant que l'on peut dresser « des oppositions » syriennes.

## La tendance au Liban

### **La Résistance se renforce, le 14-Mars fait le jeu d'Israël**

La commémoration de la guerre de juillet 2006 a été une occasion pour Israël d'intensifier ses préparatifs en prévision du prochain conflit. Dernière manœuvre en date, l'entraînement d'unités de l'armée israélienne à des méthodes de combat répondant aux tactiques militaires de la Résistance libanaise, grâce auxquelles elle a infligé une défaite aux troupes israéliennes sur la terre du Liban.

Ces entraînements répondent aux conseils du Pentagone qui a recommandé aux Israéliens de bien étudier les méthodes de combat de la Résistance pour en tirer les enseignements nécessaires. Ces recommandations ont été transmises par Washington à toutes les armées membres de l'Otan, et plus particulièrement aux Israéliens, quelques mois seulement après la fin des affrontements en 2006, dans le cadre d'un rapport exhaustif concluant que le Hezbollah avait présenté, lors de cette guerre, de nouvelles méthodes de gestion des conflits militaires.

Si les ennemis du Hezbollah reconnaissent que la Résistance est à l'origine de nouvelles tactiques militaires qui ont permis de défendre avec succès le Liban contre l'offensive israélienne, il est tout naturel que le débat sur la stratégie de défense soit clôturé. La réflexion nationale devrait maintenant porter sur les moyens de développer et de renforcer les capacités militaires de la Résistance, sur l'équipement de l'Armée libanaise et sur la consolidation du soutien populaire autour de ces deux entités. En deux mots, la priorité doit aller à la consécration de la formule Armée+Résistance+peuple.

Étrangement, certaines parties libanaises continuent de nier ces réalités. Pire encore, elles refusent l'appel au dialogue lancé par le président de la République Michel Sleiman, et posent des conditions, alors que la Résistance, dont tous les choix dans la lutte contre Israël se sont avérés pertinents, a donné une réponse positive au chef de l'État.

Le 14-Mars a posé des conditions rédhibitoires à la reprise du dialogue. Cette coalition pro-US exige que l'ordre du jour comporte un calendrier sur la remise des armes de la Résistance, ce qui signifie qu'elle veut débattre du principe même de résister. Le

Hezbollah et ses alliés estiment, pour leur part, que le dialogue doit porter non pas sur le désarmement de la Résistance mais sur le meilleur moyen de défendre le Liban contre toute attaque israélienne.

Ces voix discordantes n'empêchent pas la Résistance de renforcer ses capacités militaires et de développer ses structures combattantes pour être prête lorsqu'Israël décidera de lancer sa prochaine agression contre le Liban. Mais l'État hébreu, qui multiplie ses manœuvres depuis cinq ans, reste incapable de connaître les véritables capacités du Hezbollah et de prévoir ses nouvelles tactiques militaires. Il demeure, par-dessus tout, effrayé par la puissance de feu de l'arsenal de missiles de la Résistance qui peuvent atteindre n'importe quel point en Israël.

## Evénements

### Syrie

- Des insurgés armés ont pris pour cible samedi 23 juillet à l'aube, le train Alep-Damas, près de la région de Soda à Homs, causant la mort du chauffeur et faisant plusieurs blessés parmi les 480 voyageurs.

Les insurgés ont saboté le chemin de fer au dessus d'un pont qui enjambe une rivière, ce qui a fait dérailler le train, provoquant un incendie dans la locomotive, alors que les autres wagons qui sont sortis des rails. Le gouverneur de Homs, M. Ghassan Abdel Al, a noté qu'un autre train venant en sens inverse une heure avant l'accident était passé sans problème, « ce qui montre que l'acte de sabotage visait ce train en particulier » qui transportait des civils et des militaires.

Dans une déclaration à l'agence syrienne Sana, M. George Moqaabari, directeur général de l'Établissement public des chemins de fer en Syrie, a indiqué que le choix par les saboteurs du lieu de l'accident prouve que leur plan était de tuer tous les passagers du train.

Le sabotage du chemin de fer dans la région de Qazhil au nord-ouest de Homs, a eu lieu au dessus d'un pont de 15 mètres de long et de 3m de hauteur.

- Sur un autre plan, et pour la quatrième journée consécutive, l'armée a poursuivi ses opérations dimanche dans les quartiers de Bab Amr et Bab Sibaa, deux bastions islamistes à Homs. Des centaines de soldats appuyés par des blindés ont pris d'assaut les barricades érigées par les manifestants. Des tirs nourris d'armes automatiques et des explosions ont été entendus dans toute la ville. Des civils auraient été tués et de nombreux autres arrêtés.

Des sources hospitalières affirment que 30 militaires blessés par balles ont été admis ces dernières 48 heures. Ils ont été atteints lors d'affrontements avec des insurgés armés.

## Déclarations et prises de positions

**Najib Mikati**, Premier ministre libanais

Extraits d'une interview accordée à la CNN

*« Le gouvernement libanais assumera entièrement toutes ses obligations internationales. Par ailleurs, nous ne pouvons pas éliminer un seul article de n'importe quel protocole. Il y a une tendance à donner à notre gouvernement une étiquette du Hezbollah. Laissez-moi vous dire, nous sommes un gouvernement libanais. Les armes du Hezbollah doivent être utilisées contre toute attaque israélienne. Mais, partant de là, nous ferons de notre mieux pour retirer les armes de toutes les villes du pays. »*

**Sayyed Hassan Nasrallah**, secrétaire général du Hezbollah

*« Le Hezbollah sortira plus fort que jamais de la conspiration du Tribunal spécial pour le Liban et affrontera le complot de l'acte d'accusation issu de ce tribunal avec calme et sagesse. Comment (le procureur du TSL Daniel) Bellemare et ses comparses pourraient porter atteinte à une Résistance qui n'a pu être secouée par la plus puissante armée de l'air de la région. Même 100 actes d'accusations ne changeront rien. Les espoirs que certains portent sur le nouveau complot nommé le Tribunal international seront vains. Certains ont imaginé qu'ils pourraient régler le problème par la voie d'un compromis fondé sur les termes suivants : eux garderaient le pouvoir et nous assumerons la responsabilité d'accuser des résistants. Cela était inacceptable dans la forme et dans le fond. Nous faisons face à la décision du tribunal avec assurance, calme, confiance et clarté, contrairement à certaines personnes qui s'imaginent que le Hezbollah est dans l'embarras. Pendant la guerre de Juillet, alors que le monde entier conspirait contre nous et qu'il y avait un million de déplacés, des centaines de martyrs et des bâtiments détruits, avez-vous entendu que des résistants avaient fui le champ de bataille en raison de la faiblesse, de la peur ou de la confusion (...). Nous soutenons tout dialogue national et toute rencontre entre les Libanais à la table de dialogue quelles que soient les questions qui doivent être discutées. Nous sommes avec le principe du dialogue, de la rencontre et de la discussion entre les Libanais sans aucune réserve. Le Hezbollah a été le premier à avoir présenté sa stratégie défensive à la table du dialogue et l'a mise en œuvre lors de la guerre de juillet, réalisant ainsi la victoire. Les martyrs de Juillet 2006 ont initié un changement historique dans le conflit contre le projet américano-sioniste (...) Nous devons saluer avec respect les positions du cheikh d'Al-Azhar, cheikh Ahmed Al-Tayeb, en particulier en ce qui concerne les chiites et les sunnites et le rapprochement entre les musulmans. Cheikh Al-Tayeb est allé au cœur de la question et a noté qu'il existe un conflit limité, mais qu'il y a des points communs très nombreux entre les sunnites et les chiites, et qu'il y a toujours quelqu'un qui tente de profiter de quelques points de différence pour des questions politiques. Nous disions toujours qu'au Liban, quand il y*

*avait des divisions, qu'elles étaient d'ordre politique, mais que certaines personnes ont voulu en tirer profit au niveau sectaire. Ceux qui ont recours au discours sectaire sont des personnes faibles. »*

**Nabih Berry**, président du Parlement, allié du Hezbollah

*« Le Liban est fermement déterminé à défendre tous ses droits. Il faut faire face aux tentatives israéliennes de violer nos eaux territoriales ou de mettre la main sur le pétrole et le gaz libanais. Le Liban effectuera les démarches nécessaires et accélèrera la promulgation de la loi de tracé des frontières maritimes. Un projet de loi est en voie de préparation pour l'examiner lors de la séance législative du 3 août prochain. »*

**Mgr Béchara Raï**, Patriarche des chrétiens maronites

*« Un congrès national est une nécessité pour développer le pacte social qui unit les chrétiens et les musulmans et qui fait la valeur du Liban, parce que sans ce pacte, nous perdons tout. L'expérience a mis le doigt sur les failles du Taëf, failles que l'on devrait combler par le biais d'un congrès national, dans le but de préserver la confiance qui fait défaut à l'heure actuelle. Les chrétiens doivent séparer la religion de l'État. C'est ce qui différencie le Liban du reste du monde. Cette séparation n'est pas absolue, les autorités religieuses étant garantes des principes spirituels et moraux et des constantes nationales, alors que les autorités civiles introduisent ces constantes dans la vie politique. Nous sommes devant une grande responsabilité sociale et culturelle, avec le peuple qui s'appauvrit et émigre et avec nos montagnes qui se vident de leurs habitants. Ce qui nous met devant la responsabilité de renforcer les projets sociaux et de croissance et d'assurer des opportunités de travail (...) Les gens fuient la Syrie, l'Égypte, la Libye, l'Irak et la Palestine parce qu'ils veulent vivre dans la sécurité. Les guerres engendrent la pauvreté et les privations et les peuples entiers, non seulement les chrétiens, qui peuvent accepter de vivre sous un régime dictatorial sans se mêler de la vie politique, ne peuvent sacrifier leur vie et leur sécurité. »*

**Amine Gemayel**, ancien président libanais, allié de Saad Hariri

*« A quoi servirait le dialogue à l'ombre des positions sur le Tribunal spécial pour le Liban et sur les armes. Certains qualifient le TSL d'être un outil de vengeance américano-israélien, ce qui les poussent à le condamner et à le torpiller. Le second sujet de différend concerne les armes éternelles, la résistance islamique unilatérale, qui a des objectifs déterminés et indiscutables, ce qui la mène à accaparer le pouvoir exécutif actuel né dans des circonstances connues, et à saper les traditions et les pactes nationaux. »*

**Walid Moallem**, ministre syrien des Affaires étrangères

*« Il faut fermer la porte aux défis étrangers et sortir de la crise actuelle beaucoup plus fort pour un avenir meilleur à l'ombre de l'union nationale. La situation géographique de la Syrie au cœur du Moyen-Orient, son grand rôle dans les politiques et les équilibres au*

*sein de la nation arabe et régionale, facilitent les complots étrangers qui servent les intérêts de plusieurs parties, contre notre pays. La Syrie a pu, sous le commandement du président syrien Bachar el-Assad et malgré toutes les difficultés qu'elle a vécues durant ces dernières années et les tentatives de blocus, protéger ses positions et ses constantes nationales. La famille syrienne a urgemment besoin de calmer les colères et est attachée à l'union nationale (...) Elle s'apprête à prendre les décisions de réforme pour faire de la Syrie un pays démocratique et libre sous l'égide de l'union nationale. La dimension politique de la crise actuelle en Syrie montre son danger, vu les ingérences étrangères et le clivage déplorable qu'elle cause. La réconciliation des Syriens et les réformes du président Assad renforceront l'union nationale qui constitue une base pour la stabilité. »*

## Presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 22 juillet 2011)

Imad Marmal

Tout suggère que le dialogue autour du dialogue est le maximum qu'on puisse atteindre à l'heure actuelle, bien que le président de la République Michel Sleiman soit enthousiaste à l'idée des retrouvailles entre toutes les forces politiques libanaises. Les forces du 14-Mars ont multiplié les conditions préalables, qui sont impossibles à satisfaire, paralysant ainsi l'initiative du chef de l'État. Ce camp politique est persuadé que le timing actuel n'est pas propice à la reprise du dialogue, étant donné la situation en Syrie et l'acte d'accusation du TSL. Quant au Hezbollah, sur l'autre rive, il s'est hâté de réagir positivement à l'initiative de Sleiman, appelant ainsi l'opposition à renoncer à ses illusions.

**As Safir** (22 juillet 2011)

Des sources diplomatiques occidentales à Beyrouth évoquent des visites successives au Liban de l'émissaire états-unien Frederick Hoff, chargé officiellement du suivi du dossier des frontières maritimes entre le Liban et Israël, en compagnie de cartographes et de topographes, ce qui prouve l'intérêt que porte Washington au dossier pétrolier et gazier dans la région. Preuve, également, du souci d'assurer un environnement sécurisé et stable en vue d'éventuels investissements US dans ce secteur à l'avenir. Hoff veut s'assurer, selon ces sources, qu'il n'y aura pas de « fermes de Chébaa maritimes ».

Par ailleurs, le représentant permanent du Liban aux Nations Unies, Nawaf Salam, a assuré dans un discours au Conseil de sécurité que « c'est Israël qui ne respecte pas les dispositions de la résolution 1701, puisqu'il insiste à violer la souveraineté du Liban. Il y a eu 8 000 violations supplémentaires de la souveraineté libanaise depuis l'adoption de cette résolution », a-t-il poursuivi. Il a également souligné que le Liban avait remis l'année dernière les informations qu'il possède au sujet de l'étendue de sa superficie

maritime, en y joignant les cartes nécessaires. Il a ajouté que Beyrouth a également remis à l'Onu des documents dans lesquels il s'oppose à l'accord de démarcation conclu entre Israël et Chypre cette année. « Les Nations unies ont la responsabilité d'empêcher toute violation des eaux territoriales libanaises », a affirmé à cet égard Nawaf Salam.

**As Safir** (20 juillet 2011)

Denise Atallah Haddad

Le président de la République Michel Sleiman a fait allusion à sa volonté de procéder à des concertations pour tâter le pouls des uns et des autres quant à la possibilité de relancer le dialogue national. Après un long débat, les forces du 14-Mars ont décidé de ne pas participer au dialogue. Pour le 14-Mars, un seul point doit figurer à l'ordre du jour du dialogue : les armes du Hezbollah. Ces forces considèrent en outre que le président de la République ne peut pas opter pour la fuite en avant en ressuscitant ce dialogue alors qu'il est déjà mort et enterré. Il faut des mesures audacieuses, ajoutent-elles, parce que les bonnes intentions ne suffisent plus.

**Al Moustaqbal** (Quotidien appartenant à la famille Hariri, 22 juillet 2011)

L'affirmation du ministre de la Justice, Chakib Cortbawi, selon laquelle « c'est le conseil des ministres qui prend les décisions en matière des mandats émis par le Tribunal Spécial pour le Liban », a choqué les cercles politiques et juridiques. Elle est en contradiction avec la convention signée entre le gouvernement et le TSL, qui confère au procureur général près la Cour de Cassation le droit exclusif de décider en matière des mandats émis par le TSL. Le député Boutros Harb (14-Mars) s'étonne de la déclaration du ministre de la Justice. « La coopération est établie entre la justice libanaise et le TSL, à moins que le Conseil des ministres ne prenne une décision refusant la coopération avec le Tribunal. Une telle décision aurait des conséquences politiques sur les relations du Liban avec la communauté internationale et la légalité internationale », a-t-il affirmé. « J'espère que cette déclaration ne signifie pas que le Conseil des ministres doit étudier l'aspect politique de la coopération avec le TSL et débattre de nouveau de la coopération entre le gouvernement et le TSL. Une telle orientation serait une violation des engagements pris par les Libanais dans le cadre de la table du dialogue, des déclarations ministérielles et des déclarations de l'actuel premier ministre. J'espère que ces propos n'indiquent pas une modification de la position du gouvernement libanais sur la façon de traiter avec le TSL car cela aurait des répercussions négatives sur le Liban. »

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 21 juillet 2011)

Il existe des divergences entre certaines forces de la majorité autour de la possible réouverture du dossier des faux témoins. Des parties politiques représentées au gouvernement préfèrent en effet attendre que le gouvernement passe d'abord le test des mandats d'arrêts émis par le TSL, avant de rouvrir le dossier des faux témoins. Il est à signaler que les autorités judiciaires libanaises doivent, à la fin du mois, communiquer au

TSL leur réponse au sujet de la réception des quatre mandats d'arrêts, en précisant les démarches prises pour arrêter les accusés. Le TSL se basera sur cette réponse pour déterminer si le Liban coopère ou non avec le Tribunal. Des sources signalent que les États-Unis et la France pourraient conditionner ou suspendre leurs aides militaires au Liban en fonction de l'approche qu'adoptera le gouvernement pour traiter la question des mandats d'arrêt. Il s'agira donc en pratique du premier test qui déterminera la position internationale sur le nouveau gouvernement.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars, édition du 22 juillet 2011)

New York, Sylviane Zéhil

Le coordonnateur spécial pour le Liban, Michael Williams, a indiqué lors d'une conférence de presse au siège de l'Onu, à New York, que les Nations unies ne pouvaient pas aider le Liban et Israël sur la question de la délimitation maritime pour des avantages économiques, mais il a exhorté les deux gouvernements à aller de l'avant et à explorer leurs ressources maritimes. « Il est difficile pour l'Onu de trouver un moyen pour avancer » sur cette question, a-t-il dit. « Il faut être conscient que les différends maritimes sont bien plus difficiles à régler que les frontières terrestres. Cette question actuelle ne devrait pas arrêter les pays dans l'exploitation des ressources maritimes », a dit le coordonnateur onusien après avoir informé du dossier le Conseil de sécurité, réuni en consultations privées pour discuter du seizième rapport du secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité.

Michael Williams a aussi noté qu'Israël est « bien avancé » dans ce domaine, et qu'il a six à sept ans d'avance sur le Liban. « Si je comprends bien, l'exploration se déroule bien et Israël pourra commencer à bénéficier de l'exploration de son gaz en 2012 », a-t-il souligné. Et d'ajouter : « Ce qui permettra de répondre à ses besoins domestiques et qu'il pourra très rapidement devenir un exportateur vers les marchés européens. Le Liban pourra aller de l'avant de la même manière. »

Michael Williams a mis l'accent sur la loi sur la prospection gazière et pétrolière qui n'a toujours pas été ratifiée au Liban et qui reste encore en discussion au Parlement. « Une fois ratifiée, cette loi ouvrira la voie aux compagnies internationales, telles que Chevron, Total, BP, ou Shell, pour prospecter les ressources libanaises », a-t-il espéré. Il a indiqué qu'il existe un accord entre Israël et Chypre pour la frontière maritime. Le Liban a conclu aussi un accord dans ce sens, mais seulement en théorie, puisque les négociations qui ont démarré en 2007 ne se sont jamais concrétisées, a-t-il noté.

Le coordonnateur onusien a aussi indiqué que les « Nations unies encouragent le Liban à aller de l'avant dans ses projets avec l'espoir que cela permettra de démêler certains dépassements entre les deux pays ». Il a par ailleurs reconnu que les ressources maritimes entre Israël et le Liban sont « devenues un problème, bien que chaque partie

ait tendance à amplifier les choses ». Le Liban et Israël ont clairement décrit le domaine qu'ils considèrent comme étant leurs « zones économiques exclusives (ZEE) et ont déposé leurs documents à l'Onu », a-t-il précisé. Mais ce qui « complique les choses, c'est que le Liban est membre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer et qu'Israël ne l'est pas ». « Si l'État hébreu était membre de la Convention, une solution serait possible, parce que ce texte permet de régler les différends entre les pays, sous plusieurs formes d'arbitrage, y compris en ayant recours à la Cour internationale de justice, en établissant une commission d'arbitrage indépendante et ainsi de suite. »

Michael Williams n'a pas caché par ailleurs son « inquiétude » face aux événements qui se déroulent en Syrie et qui « pèsent très très lourdement sur le Liban ». Il existe « des affrontements confessionnels potentiels au Liban » et « ce qui viendra après en Syrie inquiète son voisin », a-t-il ajouté. Cela aura des conséquences « extraordinaires » non seulement au Liban, mais aussi en Israël, en Irak et peut-être en Jordanie », a-t-il dit.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 23 juillet 2011)

Les autorités saoudiennes ont remis aux héritiers de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri une entreprise propre, qui ne souffrait d'aucun vice financier. Il y avait entre 3 et 4 milliards Riyal gelés au ministère saoudien des Finances avant l'assassinat de Hariri. Après avoir partagé l'héritage, le fils aîné Bahaa Hariri a été le seul à vendre sa participation dans la société. Après avoir dévoilé les affaires suspectes et commencé à vérifier les mécanismes d'action d'Oger, de nombreux indices ont été découverts montrant l'implication de plusieurs responsables dans des affaires de malversations financières et pots-de-vin, dont certains ont été arrêtés puis libérés. Cependant, ce sujet a été étouffé après avoir découvert que derrière toute petite histoire de corruption, il existe une autre plus grande dont nul ne saura les répercussions dans un pays dont les complications et les contradictions sont nombreuses.

Dans ce cadre, une source informée a affirmé que Hind Hariri a demandé à son frère Saad de lui fournir sa part des bénéfices annuels, après que la crise du manque de liquidité se soit aggravée. La réponse a été : un peu de patience pour régler la crise. Cependant, un des directeurs connus dans l'entreprise a acheté pour 4 millions de dollars deux appartements dans un bâtiment appartenant à Bahaa Hariri dans le centre-ville de Beyrouth. Alors Hind a informé Saad de son intention de vendre sa participation dans l'entreprise

**Al Akhbar** (20 juillet 2011)

Ghassan Séoud et Joanna Azar

Le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, en visite dans le caza de Jbeil, a réclamé l'amendement de l'accord de Taëf, et mis en garde contre le « printemps arabe » qui montre que le projet à travers lequel Israël vit en toute sécurité « marche toujours ».

Le patriarche a dit suivre avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la situation dans le monde arabe. Selon lui, l'avenir résoudrait l'un des deux scénarios suivants :

monde arabe. Selon lui, l'avenir réserverait l'un des deux scénarios suivants : l'émergence de régimes plus radicaux que ceux qui existent actuellement, ou l'application malheureusement du projet sur le nouveau Moyen-Orient, qui prévoit de morceler le monde arabe. Le patriarche considère que le projet à travers lequel Israël vit en toute sécurité marche toujours. C'était son analyse concernant le monde arabe dans son ensemble. Dans le cas plus particulier de la Syrie, il estime que le Liban est inévitablement affecté par la situation dans ce pays, ne serait-ce qu'à cause du voisinage. Sur un autre plan, il appelle toutes les parties libanaises à revoir la formulation du pacte national, en ce sens qu'il faudra le faire évoluer sans l'abroger : « Tout le monde, dit-il, est appelé à signer un nouveau contrat social qui fasse évoluer le pacte national (...) Quelque chose ne va pas dans l'accord de Taëf. Il est nécessaire de combler les lacunes et de colmater les brèches. »

Le prélat a par ailleurs annoncé que le patriarcat maronite était en train d'établir des contacts avec les dirigeants chrétiens et musulmans du monde arabe afin que Bkerké puisse prendre sous son aile une rencontre destinée à définir les constantes chrétiennes et musulmanes au niveau du monde arabe. La présidence de la République organisera de son côté une conférence politique nationale dont le but sera de formuler un nouveau contrat social assurant l'équilibre entre Libanais.

**L'Express** (Hebdomadaire français, 22 juillet 2011)

Interdit par le régime, les journalistes occidentaux suivent depuis la mi-mars les événements qui se déroulent en Syrie via des Observatoires des droits de l'homme basés à Londres, des blogs et des pages Facebook, mais disposent de peu d'éléments locaux. Une chercheuse à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris VIII, liée à la Syrie par sa recherche, nous confie des clés pour comprendre ce qui se passe en Syrie, depuis la mi-mars. Et notamment pourquoi une partie du pays continue de soutenir le régime.

Damas, la forteresse du régime. Les combats de rues et la répression n'ont pas épargné la capitale syrienne, mais la ville ne semble pas sombrer dans le chaos, les magasins lèvent à nouveau leurs rideaux, les Damascènes consomment, se promènent et continuent à vivre. "Certains Syriens commencent même à sortir de Damas, malgré les informations avérées ou non de violences sur les routes et dans certains quartiers", ajoute la chercheuse, qui effectue de nombreux aller-retour entre Damas et Paris.

Damas demeure un enchevêtrement de quartiers fidèles au régime ; des quartiers sunnites, ceux des minoritaires arméniens, chrétiens, druzes et alaouites, et d'autres quartiers qui lui sont aujourd'hui hostiles. Parce que la communauté, le clan et la famille ont toujours été les verrous du régime, la citadelle tient encore grâce à des liens tissés depuis 1970 et constamment réactualisés par le régime alaouite.

A l'inverse, Deraa a été la première ville à défier le régime. Pourquoi cette mobilisation ? Deraa, à l'instar de nombreuses autres villes provinciales, n'a pas profité de l'ouverture économique en Syrie et s'est trouvée marginalisée par rapport aux villes comme Damas

ou Alep. Le malaise social et économique existe dans cette localité, face à un pouvoir politique incapable de réguler les dures conséquences de la loi du marché.

Mais Deraa est aussi un des bastions historiques du parti Baas, dont le vice-président syrien est originaire. Dès les premiers jours de la contestation, les manifestants protestaient contre un système politique corrompu et sécuritaire, mais les demandes de justices sociales figuraient également au premier rang des revendications.

Comment expliquer le soutien, passif ou actif, au régime par une partie de la population ? Car ce soutien existe, malgré sa faible médiatisation dans les médias occidentaux. Un esprit de corps entoure le régime. Donner une voix à cette partie de la Syrie, permet de rendre compte des jeux de pouvoirs sur place.

Premier en lice, les privilégiés du régime, des élites d'État à la bourgeoisie dorée. Les minorités sont connues pour être des fervents alliés du régime alaouite, convaincues que celui-ci est le dernier rempart contre l'islamisation du pays et la guerre civile.

La peur du chaos, une donnée maintes fois mise en avant par la chercheuse que nous avons rencontrée. Les images du chaos irakien marquent les esprits de Syriens, amenés à côtoyer de nombreux Irakiens qui ont trouvé refuge en Syrie après le début de la guerre en Irak le 20 mars 2003. L'arrivée d'Hafez al-Assad, père du président actuel, avait mis fin à une valse de coups d'État dans le pays. Le régime actuel est donc perçu comme stable.

Plutôt qu'une révolution, certains espèrent des réformes de l'intérieur, promue par des acteurs syriens attachés à la souveraineté du pays et hostiles à toute ingérence étrangère, qu'elles viennent des opposants syriens de l'extérieur ou des pays occidentaux. La chercheuse ajoute que "le discours à l'extérieur n'a que très peu d'impact à l'intérieur du pays. C'est le rapport de force entre les communautés qui prévaut sur place".

**Jerusalem Post** (Hebdomadaire israélien, 20 juillet 2011)

Dans l'armée israélienne, il existe deux façons d'évaluer les cinq années qui se sont écoulées depuis la fin de la Seconde Guerre du Liban. D'une part, elles ont été très calmes –10 missiles ont été tirés depuis le Liban vers Israël, mais aucun d'eux par le Hezbollah. D'autre part, il est impossible d'ignorer le renforcement de l'énorme arsenal militaire sans précédent du Hezbollah, comprenant environ 50 000 missiles.

Pendant que certains politiciens et fonctionnaires de sécurité israéliens —en particulier ceux qui étaient dans des postes principaux au cours de la guerre en 2006— suggèrent que le calme résulte de la guerre, les estimations du renseignement militaire disent que les choses sont plus compliquées.

Certes, la guerre a eu un impact significatif sur le Hezbollah qui a perdu une grande partie de son infrastructure ainsi que des centaines de combattants. Cependant, le calme actuel le long de la frontière est plutôt compris comme étant le résultat du contrôle imposé par l'organisation terroriste iranienne, en plus de sa transformation politique.

Depuis la guerre, l'Iran a donné au Hezbollah entre 500 millions et un milliard de dollars

Depuis la guerre, l'Iran a donné au Hezbollah entre 500 millions et un milliard de dollars annuellement. Cet argent a été associé à des conditions de sorte que l'Iran a renforcé sa présence au Liban et a attribué les hautes fonctions de l'organisation à des responsables principaux. Il est alors devenu presque impossible à Sayyed Hassan Nasrallah de lancer de nouvelles aventures militaires qui ne conviendraient pas aux intérêts de Téhéran.

L'autre facteur de restriction est l'économie du Liban, qui vient en troisième place dans le Moyen-Orient après Israël et l'Arabie saoudite, qui a témoigné d'une croissance du Produit intérieur brut de 7 % depuis 2006. Ainsi si une autre guerre a lieu, le Hezbollah est susceptible d'être blâmé, et cette fois encore plus, vu qu'avec ses alliés ils forment la majorité au sein du cabinet libanais.

Dans les cinq ans suivant la guerre, le Hezbollah a triplé de taille, et selon les renseignements israéliens, il possède actuellement des bases et des rampes de missiles dans 100 villages chiites au moins, répandus dans tout le Liban-Sud. Il possède également des missiles à plus longue portée dans le centre du pays, principalement à Beyrouth et dans la vallée de la Bekaa. On croit aussi qu'il conserve des capacités stratégiques en Syrie, qui, selon les rapports, peuvent être en chemin pour le Liban par crainte que les jours du président Bachar el-Assad soient désormais comptés.

L'Iran veut que le Hezbollah reste une épée suspendue au-dessus de la tête d'Israël, pour le dissuader d'attaquer ses installations nucléaires. En fait, certains généraux de l'armée israélienne estiment ces dernières années que, à cause des mesures préventives, ou pour exploiter le lancement de chaque missile depuis le Liban, il est indispensable de mener une attaque de vaste envergure, puisqu'ils croient que plus le Hezbollah devient fort, plus il devient difficile à vaincre.

Israël a également fait des progrès. Il a augmenté l'entraînement, a renforcé ses nouvelles capacités techniques susceptibles de lui accorder la supériorité dans toute bataille future, et a fortement investi dans le renforcement de la banque des objectifs qu'il peut immédiatement attaquer au cas où la guerre éclate.

Savoir le timing et la probabilité de l'éclatement de la guerre est inconnu. Avec la poursuite du trouble au Moyen-Orient et les années qui s'écoulent tranquillement sur Israël, l'impact de la guerre de 2006 s'efface lentement sur l'équilibre stratégique dans la région, devenant simplement une autre étape dans l'histoire.

Par rapport à Israël, la guerre a été comme un appel d'avertissement, aidant à réaliser que la guerre future ne ressemble généralement pas à la guerre précédente. C'est une leçon qui ne doit pas être oubliée.

**Haaretz** (Quotidien israélien, 19 juillet 2011)

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a déclaré dans une déclaration à la commission des Affaires étrangères et de la Sécurité de la Knesset, que, d'après des publications statistiques et selon ses estimations, environ cinquante tonnes d'explosifs tomberont en moyenne sur Israël chaque jour de la guerre. « En revanche, nous sommes

capables de lancer plus de 1 500 tonnes avec plus de précision », a-t-il dit avant de poursuivre : « Il existe des efforts notables de la part des armées arabes pour tenter de saper les capacités de l'armée israélienne à travers le développement des capacités de défense aérienne. » Quant au vaste mouvement de protestation contre le président Bachar el-Assad, en Syrie, Barack a signalé : « Le régime syrien est dans un pétrin. D'une part il est obligé de calmer la rue, et d'autre part, il craint le sentiment de vulnérabilité. A long ou moyen terme, il sera difficile au régime d'Assad de continuer. Le ministre de la Défense a prévenu que la faiblesse croissante du régime d'Assad pourrait conduire à la poursuite du transfert des fonds et des armes au Hezbollah. « Dans ce cas, la responsabilité politique repose sur le gouvernement libanais dans le cas de la détérioration de la situation avec le Hezbollah. C'est une lettre que nous sommes prêts à livrer au gouvernement libanais. »

**Yediot Ahronot** (Quotidien israélien, 20 juillet 2011)

Ran Biker (général de réserve)

L'armée israélienne aujourd'hui, avec toutes ses armes variées et ses composantes, possède une performance meilleure que jamais. Le principal problème en cas de guerre réside dans le commandement suprême et non pas dans la capacité d'exécution des troupes de combat.

Il faut à tout prix empêcher la guerre. Mais si elle nous est imposée, il est de notre devoir cette fois de remporter une victoire claire sans objection comme c'est arrivé lors de la guerre des Six-Jours. Une force spéciale de dissuasion de l'armée a défendu l'État d'Israël pendant des années, et quand celle-ci a été atteinte, l'ennemi a levé la tête, et a pris l'initiative avec audace.

Si la prochaine guerre nous est imposée, elle doit être fondée sur l'initiative et l'audace, le courage, le cramponnement à la tâche, les risques calculés, la finition excellente et le commandement équilibré, et les nerfs solides. Dans la prochaine confrontation, il n'y aura pas de place à l'hésitation et au gaspillage des occasions.

Aujourd'hui, la force aérienne dans ses différentes unités sensibles et variées est le seul bras stratégique souple à long terme de l'État d'Israël. Et avec tout mon respect pour les autres armes que j'apprécie grandement, le tank ou la pièce marine capable d'attaquer le Caire le matin, Damas dans l'après-midi et Bagdad le soir, n'ont pas encore été créés. La situation a changé et l'ennemi a alors abandonné la confrontation directe dans l'air, en mer et sur terre, adoptant principalement l'attaque par missiles dont certains à longue portée, et cela affecte de façon décisive le plan de la structure de l'armée israélienne ainsi que l'image du combat à l'heure de l'examen

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News \(Liban\)](#)